

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 3

Artikel: La Serbie se débat dans une crise économique et politique sans précédent... : Vers une guerre civile?
Autor: Maurer, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345284>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ERSCHLOSSEN EMDDOK

MF 444 1 369

La Serbie se débat dans une crise économique et politique sans précédent...

Vers une guerre civile?

Par Pierre Maurer

A cause d'une crise économique dramatique, aggravée par les conséquences funestes de l'embargo international et une confusion politique toujours plus marquée, la Serbie s'enfonce de jour en jour dans le chaos et l'inconnu. La polarisation de la société entre les tendances favorables à la paix et celles qui préconisent le statu quo, un phénomène déjà sensible avant les récentes élections, a éclaté au grand jour: le danger de déchirements internes en Serbie est toujours plus important.

Crise économique et sociale

On imagine mal en Occident la dure réalité économique qu'endure aujourd'hui la Serbie dont le territoire n'est touché par aucun combat, mais qui est l'objet de sévères sanctions économiques qui empêchent toute importation et toute exportation de biens et de services, de telle sorte que l'ensemble des activités économiques se déroulent au ralenti. Il n'est pas un jour sans qu'une entreprise ne ferme ses portes. Le chômage est estimé à 50% de la population active, ce qui est probablement très infé-

rieur à la réalité; il n'existe évidemment aucune aide aux chômeurs. Bien que des possibilités existent de passer entre les mailles de l'embargo, les Serbes sont frappés de plein fouet par ces sanctions. La situation devient chaque jour plus difficile pour des gens bientôt totalement isolés du monde.

Le niveau de vie des Yougoslaves qui, jusque dans les années 1980, était envié dans tous les Etats-satellites de l'Est européen, a chuté de manière dramatique depuis le début de la guerre. Si les étalages des magasins sont encore largement fournis, les gens n'ont plus les moyens de s'offrir les denrées de base nécessaires à leur survie et la paupérisation touche désormais toutes les couches de la population. Les hôpitaux sont surchargés de blessés rapatriés des régions où les combats font rage; les médicaments commencent à faire défaut. Des réfugiés, dont le nombre est estimé à 600 000, s'entassent chez des parents, chez des amis, dans des centres d'hébergement. Le Haut commissariat aux réfugiés, qui tente d'assurer le logement et l'entretien de ces populations errantes,

est totalement débordé, ce qui est particulièrement dramatique en période hivernale.

Des jeunes conscrits, par centaines de milliers, ont fui leur pays pour éviter d'être mobilisés, ce qui en dit long sur la démoralisation de la société civile face aux événements. Les étudiants, ainsi que la plupart de leurs professeurs sont en grève quasi-permanente; le fonctionnement des institutions scolaires est gravement perturbé.

L'Etat qui, comme en Croatie d'ailleurs, utilise l'essentiel de ses ressources pour maintenir ses structures et pour poursuivre l'effort de guerre, est totalement paralysé et incapable de répondre aux besoins sociaux élémentaires de la population.

L'insécurité a fait son apparition dans les rues de Belgrade, favorisée par la réduction drastique des forces de l'ordre envoyées en grand nombre au Kosovo pour contenir le nationalisme albanais.

Les clivages entre les jusqu'au-boutistes et les sceptiques sont toujours plus marqués. L'équilibre,



Avant les élections du 20 décembre 1992, des étudiantes récoltent des signatures en faveur du candidat Milan Panic, sur la place de la République, au centre de Belgrade. (Photo P. Maurer)

qui a pu être maintenu jusqu'ici par le gouvernement Milosevic, dont les promesses et les discours enflammés avaient galvanisé les esprits et mobilisé «les masses» dans un projet politique ambitieux, est aujourd'hui gravement menacé.

Crise politique

La fermeté de la communauté internationale dans la

condamnation de la Serbie et de son allié le Monténégro n'a jusqu'ici porté aucun fruit, puisque la politique des dirigeants nationalistes de Belgrade ne s'est pas modifiée d'un iota: on peut même penser qu'avec l'«injustice» qui consiste à ne sanctionner qu'une des parties au conflit, elle a renforcé les partisans d'une ligne dure. Ils ont trouvé là un moyen

supplémentaire de faire vibrer la corde nationaliste¹.

Les élections du 20 décembre en ont malheureusement fourni la preuve. La victoire de Milosevic, qu'on ne saurait contester, malgré les fraudes qui ont eu lieu, ne constitue pas véritablement une surprise. Son rival Milan Panic, un milliardaire américain d'origine serbe, promu au rang de premier ministre, représentait la seule véritable alternative à la voie sans issue dans laquelle Milosevic a conduit le pays. Panic parcourait inlassablement le monde, se battant par exemple pour que le pétrole soit considéré par l'ONU comme un bien «humanitaire» destiné à chauffer les écoles et les maternités, au même titre que les médicaments (la question n'a pas encore été tranchée). Il multipliait les déclarations apaisantes, se faisant reconnaître comme le seul véritable porteur d'espoir dans le contexte yougoslave. De larges couches de la population, notamment les responsables de l'Eglise orthodoxe, ont donné leur appui à l'homme – paradoxe supplémentaire – qui avait été appelé par Milosevic lui-même.

Le malheur de Panic et de l'opposition démocratique, c'est que Milosevic sait habilement se présenter comme le défenseur de «la patrie en danger» et qu'il

¹Le professeur Dusan Sidjanski, de l'Université de Genève, relève les effets pervers de ces sanctions dans le Nouveau Quotidien du 18 novembre 1992. Voir aussi, dans le même numéro, l'article de Iolanda Jaquet intitulé «Les nouvelles sanctions de l'ONU peuvent faire le jeu de Milosevic», dans lequel elle montre que les milieux maffieux proches du pouvoir tirent largement profit de la généralisation du marché noir.

contrôle, non seulement l'armée, la bureaucratie d'Etat et les forces de répression, mais aussi la télévision nationale et de nombreux médias. Dans un pays où, à part dans la capitale, les gens n'ont quasiment pas accès à des sources alternatives, ce contrôle de l'information a permis de remporter les suffrages des campagnes et de la Serbie profonde.

Les commentateurs occidentaux l'ont très rarement relevé, l'événement le plus important de ces élections n'a pas été la victoire de Milosevic, mais le score extrêmement élevé, aux élections législatives, du parti radical qui devance même la coalition des démocrates réunissant, sous le nom de Depos, les partisans de Panic, de Draskovic, les royalistes, ainsi que de nombreux autres petits partis se réclamant de la démocratie, soutenus par la plupart des intellectuels et des étudiants. En effet, le parti ex-communiste de Milosevic a remporté 100 sièges, les radicaux 74 et Depos seulement 50.

Le résultat obtenu par la formation politique fasciste conduite par le sociologue Vojislav Seselj est consternant et très inquiétant: il faut savoir que Milosevic est un «modéré» à côté de Seselj! Député au Parlement, celui-ci vit dans la clandestinité depuis le début de la guerre à laquelle il a pris une part très active, après avoir mis sur pied ses propres milices, les

«Ange blancs», responsables de nombreux méfaits et crimes contre l'humanité, en particulier contre les musulmans de Bosnie. Le «programme politique» de Seselj comporte la restauration d'une «Grande Serbie» mythique qui engloberait de larges portions des territoires de pratiquement toutes les républiques voisines de la Serbie. Cela implique une indispensable «purification ethnique», ainsi que la destruction de Zagreb (ceci pour s'opposer à la menace croate d'anéantir Belgrade), objectif militaire auquel il a été fait allusion à plusieurs reprises... Fort de son succès électoral, obtenu suite à une campagne démagogique qui a tiré profit du chaos général et qui a exploité les peurs de ses concitoyens les moins cultivés, Seselj réclame désormais une forte participation au gouvernement, avec des ministères comme celui de l'Intérieur ou de la Défense.

Le drame du peuple serbe, celui des Albanais du Kosovo qui, à la suite d'un calcul machiavélique, se sont abstenus lors des élections du 20 décembre, ne fait que commencer, surtout après les menaces d'interventions militaires étrangères dont il est toujours plus question, bien que, depuis le début de la guerre, les experts en stratégie ne cessent d'affirmer que des opérations militaires en Bosnie étaient irréalisables, tant pour des raisons géographiques que politiques. Nul ne peut prédire les conséquences d'une telle intervention. Si elle avait lieu, non seulement en Bosnie et au Kosovo, mais également au cœur de la Serbie, comme certains experts américains le préconisent, la guerre civile serait inévitable en Serbie, avec un risque très grave d'embrasement dans l'ensemble des Balkans².

P. M.



Une sentinelle bosniaque surveille la vieille ville de Sarajevo. (Photo Keystone)

² Version modifiée d'un article paru dans Le Démocrate du 4 novembre 1992.